

Notre avenir est l'affaire de toutes et de tous !

L'appel de la LDH, 14 avril 2012

L'élection présidentielle a lieu ces 22 avril et 6 mai ; elle sera suivie des élections législatives les 10 et 17 juin. La Ligue des droits de l'Homme appelle les citoyennes et les citoyens à s'approprier ces élections et à voter.

La Ligue des droits de l'Homme, qui combat depuis 1898 pour les droits politiques et sociaux de tous, Français et étrangers, n'a pas pour tradition de s'exprimer sur le vote avant le premier tour de la présidentielle.

Aujourd'hui, elle le fait avec gravité, en pleine conscience de ses responsabilités, sur la base des valeurs républicaines qu'elle défend et avec la diversité des choix et sensibilités politiques qui la caractérisent.

En juin 2005, face à une loi arbitraire réservant un sort inhumain aux étrangers, la Ligue des droits de l'Homme alertait sur les risques que cette politique faisait peser sur notre démocratie et sur la République. Dans une démarche exceptionnelle, elle lançait un « appel à l'insurrection des consciences ».

En mai 2007, sous l'impulsion directe de Nicolas Sarkozy, ex-ministre de l'Intérieur devenu président de la République, son gouvernement adoptait une série de mesures liberticides, asphyxiant la démocratie, construisant une société de méfiance, de surveillance et d'exclusion, bafouant la justice ainsi que la dignité et les valeurs de la République. Au point qu'en 2009, la Ligue des droits de l'Homme lançait un véritable cri d'alarme sous forme d'une campagne de mobilisation citoyenne, proclamant « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés ! ».

En cinq ans, l'action du président de la République – à nouveau candidat – s'est partagée entre le mauvais et le pire : stigmatisations des populations fragilisées par les crises, agressions contre les organisations syndicales, exaltation de la xénophobie portée par le funeste débat sur « l'identité nationale », refus obstiné de mettre en débat les choix d'austérité, de débattre de l'emploi, des droits sociaux, régulièrement donnés comme les sujets principaux de préoccupation, avant la sécurité et l'immigration, pourtant cyniquement mis en avant pour tenter de rallier des voix sur l'unique base de la peur.

La Ligue des droits de l'Homme considère que poursuivre dans cette voie constituerait une menace des plus graves pour la République. C'est pourquoi, elle appelle les électrices et électeurs à refuser que soit poursuivie – et a fortiori aggravée – la régression des droits et des libertés, la xénophobie d'Etat et l'autoritarisme, la mise en cause de l'égalité des citoyens.

Elle les appelle à exprimer dans les urnes leur volonté de retrouver le vrai visage de la République, et à rester mobilisés au-delà des élections.